

Les Géopolitiques de Nantes

Compte-rendu de la table ronde du 28 septembre 2018

L'Afrique est-elle entrée dans la mondialisation ?

Participants :

Jimmy Adjovi-Boco (ancien footballeur professionnel, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique fondé par le président de la République, directeur de l'association des Diambars qui développe des programmes de sport-étude en Afrique).

Gérard Grizbec (journaliste à *France 2* au service étranger, spécialiste de l'Afrique et du Proche-Orient)

Didier Le Bret (diplomate de carrière. A dirigé le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Dakar de 2005 à 2007)

Jean-Joseph Boillot (chercheur sur les zones émergentes du monde, conseiller du CEPPII, a écrit plusieurs ouvrages notamment sur le thème de la « Chindriafrique », corédacteur de *l'Afrique pour les Nuls*).

Présentation par Esther Schneider (chercheuse à l'IRIS, spécialisée sr l'Afrique subsaharienne).

Introduction

La mondialisation regroupe un ensemble de réalités économiques, sociales, politiques, environnementales... et est marquée par une intensification des échanges entre nations et économies. Les interdépendances entre nations ont augmenté depuis 20 à 30 ans en raison notamment du développement des technologies et des communications.

L'Afrique a souvent été présentée comme à l'écart de cette mondialisation. C'est un continent jeune et dynamique, avec une très forte croissance économique, mais qui doit être nuancée :

- elle profite surtout aux grandes villes
- la croissance économique par habitant est bien plus modérée ; le manque d'emploi face à une population en forte croissance pose problème
- beaucoup de richesses produites en Afrique sont en réalité rapatriées par des puissances étrangères et l'Afrique a peu d'investissements à l'étrangers
- Les exportation y sont plus importantes que les importations.

Dans ce cadre, les enjeux pour l'Afrique concernent les liens à construire au sein de l'APAC et notamment la constitution d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent africain.

1. Quelle est la place du continent dans les échanges mondiaux ? (D. Le Bret).

On relève de multiples questionnements sur l'Afrique (allant jusqu'à la place de l'Afrique dans l'histoire). Ces questionnements fondent en réalité le substrat d'une pensée, celle de la traite et du colonialisme. En effet, si l'Afrique est vue comme une exception, alors tout y est justifié.

Certains faits ont pu sembler accréditer cette idée :

- Une tradition historique essentiellement orale jusqu'à récemment ;
- Des premiers comptoirs coloniaux limités aux côtes de l'Afrique ; l'intérieur du continent, longtemps inaccessible, reste « mystérieux » pour les colons ;
- Des peuples peu marins, centrés sur les terres (d'où l'idée pour les colons qu'il s'agit d'un continent à explorer, qui n'écrit pas son histoire à l'extérieur)
- Une supposée harmonie avec la nature des peuples africains, les inscrivant dans une sorte de permanence contradictoire avec le dynamisme de l'histoire.

Ces faits ont été instrumentalisés. Il est facile de démontrer le contraire : **l'Afrique est bien dans l'histoire d'une part, dans la mondialisation d'autre part.**

Historiquement, l'Afrique est connue par les Européens dès le 1^{er} siècle de notre ère. La mise en place du commerce triangulaire constitue bien une entrée, forcée, dans la mondialisation.

Jusqu'aux années 70, l'Afrique ne participe cependant pas vraiment à la troisième mondialisation. Elle est peu intégrée dans les échanges liés au libéralisme économique. En 1990, le continent ne représente que 4% de la production mondiale. On compare alors régulièrement le PIB de l'Afrique à celui de la Belgique. En effet, elle exporte principalement des matières premières aux pays producteurs de produits manufacturés ; son économie est faiblement diversifiée, et présente peu d'inventions ou d'innovations au sens occidental du terme. Pareillement, le continent semble accuser un retard par rapport à la vague de révolutions démocratiques en Europe.

Aujourd'hui cependant, on observe des mouvements de démocratisation (certes limités et variables) en Afrique). Le PIB de l'Afrique dépasse désormais celui de la France. Sur les 6 dernières années, la croissance a été de 6% par an. Le secteur privé a augmenté. L'évolution est également sociale et sociétale, avec l'apparition d'espaces interstitiels entre les villes et les campagnes, proposant de nouveaux types de banlieues. Au niveau technique, des hubs se développent. L'essor démographique est marquant (estimation de 2 milliards à l'horizon 2050 ; 30 millions d'habitants à Kinshasa prévus pour 2030). La classe moyenne connaît un certain essor. Les migrations ont fait entrer l'Afrique dans la mondialisation des échanges humains.

L'Afrique est donc bien entrée dans la mondialisation, mais qu'a-t-elle à y gagner ?

2. Face à des réalités parfois déconnectées des évolutions économiques apparentes, quels sont les plus grands enjeux pour les populations africaines aujourd'hui ? (G. Grizbec)

Il y a en Afrique beaucoup plus de changements que chez nous.

Il faut d'abord exclure l'idée encore trop répandue que l'Afrique est un pays. **L'Afrique regroupe 54 pays très divers.** L'Europe couvre à peu près la surface du Sahel. Depuis Dakar, il faut 10h d'avion pour rejoindre l'Afrique du Sud, 12h pour se rendre en Éthiopie.

C'est un mode qui bouge, avec une augmentation démographique et une croissance urbaine très élevées. Lagos au Nigéria approche des 30 millions d'habitants. Cela **crée une forte coupure entre la ville et la campagne**, y compris à l'échelle d'une vie humaine : en semaine, on cherche des petits boulots en ville, où l'on a accès à internet par exemple ; le weekend, on rentre au village où le mode de vie traditionnel perdure. C'est un grand bouleversement humain, à un rythme très rapide.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont au cœur d'un grand nombre de conflits actuels. Par exemple, les Peuls, peuple traditionnellement éleveur, qui se répartissent du Sud de la Mauritanie jusqu'en Centrafrique, représentent 35 millions de personnes. Les changements climatiques les poussent à étendre leurs territoires de pâturage, ce qui cause des affrontements réguliers avec les agriculteurs. On retrouve ces problématiques pour les Dogons au Mali, les Massaï au Kenya... Le changement climatique a une influence directe et réelle sur les conflits en Afrique. On retrouve aussi d'autres causes profondes de conflits, notamment les tensions entre populations noires et populations berbères ou touareg, dont les zones de peuplement sont parfois exclusives. Cela est lié aussi à l'histoire de la traite saharienne, très ancienne. Il s'agit de causes profondes qu'on ne peut résoudre simplement par l'intervention d'une armée étrangère.

Les migrations sont d'abord internes à l'Afrique. On estime de 10 à 20% le pourcentage de migrations qui aboutissent hors de l'Afrique. Ainsi, les migrants rejoignent :

- L'Afrique de l'Ouest, pour des raisons économiques, ce qui pose la question de l'accueil (cf. conflit en Côte d'Ivoire avec l'accueil puis le rejet des réfugiés burkinabés)
- L'Afrique du Sud : citons le parc naturel Kruger (20 000km²), dont on ignore généralement qu'il est souvent traversé par des migrants ; sa traversée est mortelle pour nombre d'entre eux qui finissent dévorés par les grands prédateurs qu'il abrite.

La croissance : des données à relativiser. Certains chiffres sont biaisés par les Etats, il s'agit alors de chiffres politiques plus que réels (c'est le cas par exemple de l'Algérie). La croissance n'est pas du tout égale au développement d'un pays. Ainsi, Libreville au Gabon est bien pourvue en routes, mais dès qu'on s'en éloigne, il n'y a plus d'asphalte sur les pistes. En dehors de la capitale, le pays sombre dans le sous-développement alors qu'il s'agit d'un des pays les plus riches de la région.

Il faut se méfier des exemples donnés : ainsi on cite régulièrement l'usage du téléphone portable (permettant par exemple à un agriculteur de vérifier le prix de ses productions à la bourse de la capitale avant d'aller les vendre). Mais il faut se rappeler que l'économie africaine reste très liée au prix des matières premières, et que lorsque celles-ci connaissent une crise des prix, c'est toute l'économie africaine qui en pâtit.

3. Quelles sont les possibilités de l'Afrique pour résoudre le problème du chômage des jeunes ? Quelle est la place du sport dans l'économie mondiale ? (J. Adjovi-Boco)

Le Conseil présidentiel pour l'Afrique réunit sous l'égide du président de la République 10 personnalités issues de la société civile. Elles ont pour objectif d'apporter à Emmanuel Macron d'autres lectures de l'Afrique, sur des thématiques déterminées (ville durable, économie, entrepreneuriat, sport, culture). Le CPA n'a pas la prétention d'avoir une incidence sur l'économie africaine, mais permet la communication d'expérimentations importantes à médiatiser.

Sur le thème de la culture : **les Français pensent connaître « la » culture de l'Afrique en ignorant la diversité des cultures de l'Afrique.** L'année 2020 sera donc une année française des cultures africaines, avec des invités africains pour présenter ces différentes cultures.

Sur le thème du sport : l'essor de la démographie en Afrique peut être une opportunité ou une menace s'il n'y a pas de bassins d'emplois. L'enjeu est donc de créer ces bassins d'emploi. M. Adjovi-Boco a par exemple mis en place un projet de formation professionnelle en sport au Sénégal pour permettre aux jeunes talents d'avoir une formation structurée. Cela a permis de contrecarrer des pratiques relevant du trafic.

Le sport à haut niveau constitue un enjeu économique important pour le continent. Pour prendre l'analogie d'une chaîne industrielle, on trouve en Afrique les consommateurs du produit (les passionnés de sport de haut niveau) et la matière première (les nombreux jeunes talents). Mais toute la chaîne de production est manquante : les entraîneurs, les clubs, mais aussi les journalistes, preneurs de sons et d'images... Il y a un secteur économique à développer qui est pour le moment inopérant. Il est normal que les plus talentueux quittent l'Afrique pour aller où se trouve, pour le moment, les meilleures formations professionnelles : en Europe. Il y a un fort manque à gagner puisque les jeunes talents sont achetés en Afrique pour rien du tout puis revendus à prix d'or entre les clubs européens...

Il ne faut pas oublier que le sport couvre aussi **des enjeux de la sphère publique : sport scolaire, de santé, sport pour tous, sport universitaire...** Le sport n'est pas qu'un enjeu économique mais aussi sociétal. Il est par exemple difficile de promettre d'équilibrer les recettes entre le sport masculin et le sport féminin, mais il est important d'inscrire la question du sport féminin dans le mouvement mondial d'émancipation des femmes. C'est un fait sociétal.

Comment passer à l'échelle continentale ces expérimentations afin de créer de réels leviers pour l'économie africaine ? Une Agence Africaine du Sport est en ce moment en construction. L'idée est de partager des bonnes pratiques. Par exemple, au Sénégal, la filière constituée fait travailler 120 salariés avec des réussites scolaires marquantes. Ainsi, un jeune talibé, qui a rejoint la filière en étant analphabète, a récemment obtenu son bac avec mention à Arras et va intégrer une école d'ingénieur. Cette agence aura une structure de partenariat public/privé pour partager en priorité sur les enjeux de la jeunesse, des femmes et du développement économique.

4. Quelles sont les pistes pour mettre en place une croissance, un développement, des partenariats qui profitent réellement à la population africaine ? (J-J Boillot)

Son travail sur le continent asiatique a permis à JJ Boillot de tracer un parallèle avec le continent africain. La question de l'intégration de l'Afrique à l'histoire mondiale ne se pose pas. Le squelette de Lucy a été trouvé en Afrique, des pharaons noirs ont existé... **Une partie de l'histoire africaine est en revanche totalement ignorée.** Par exemple,

entre le 12^{ème} siècle et le 14^{ème} siècle, un commerce florissant existe entre Zanzibar, l'Inde, le monde arabe. Des chevaux sont échangés contre des épices africaines. L'Afrique est très prospère pour l'époque, plus que l'Europe.

« tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les récits de chasse seront à la gloire du chasseur ». Notons que la première crise de l'or a eu lieu lors du pèlerinage de Mansa Musa (empereur du Mali, 1312-1337) à la Mecque : l'afflux d'or ramené à dos de chameaux a désorganisé l'économie locale.

A partir du 15^{ème}, mais plus encore **au 17^{ème}, l'Afrique perd la capacité d'écrire son histoire de façon autonome. On peut parler d'une extraversion totale de l'Afrique.** L'espace africain s'est ouvert sur le monde, la diaspora africaine se retrouve sur tous les continents : il s'agit d'une sorte de mondialisation inversée qui a ruiné le continent par un enchevêtrement de causes internes et externes, pendant 4 siècles.

Cette perte de capacité autonome a été difficile à renverser. L'Afrique a traversé :

- **La période des indépendances**, qui est récente : la majorité a eu lieu dans les années 60 mais le mouvement s'est poursuivi jusque dans les années 90. Cela pose encore aujourd'hui des problèmes de puissance publique, puisque les frontières héritées de la colonisation ne font pas état-nation. Les Etats ont peu de capacité endogène à se reprendre en main.
- **La période post-coloniale** : Nkrumah et consorts ont pensé un développement indépendant de l'Afrique, mais les coups d'états et les assassinats y ont répondu. Notons que la gestion de cette période par l'Europe a été catastrophique et a mené au retour d'une chape néocoloniale, avec une économie marquée par l'exportation des matières premières contre des importations de grands projets pas toujours adaptés.

Dans les années 1990, la crise de la dette et le choc chinois ont mis en place un nouveau modèle. La Chine n'a pas vocation à développer l'Afrique, mais à se saisir d'opportunités. Actuellement, on trouve le chiffre de 100 milliards de dollars d'exportations de la Chine vers l'Afrique, contre 300 milliards vers l'Europe. Cependant, en Afrique, les produits chinois sont omniprésents. Il faut reconsidérer ces chiffres. Une partie du commerce entre la Chine et l'Afrique passe par des ports et des pays intermédiaires, et ne sont donc pas pris en compte dans les calculs globaux, approximativement 50% : on peut donc plutôt estimer à 200 milliards ces exportations vers l'Afrique. Si on prend en compte la parité de pouvoir d'achat, ou tout simplement la différence du prix unitaire des produits exportés vers l'Afrique et vers l'Europe, **on peut facilement estimer que la Chine exporte 500 milliards de \$ vers l'Afrique, donc plus que vers l'Europe !**

Le modèle chinois est organisé selon deux modalités principales :

- L'exportation massive de produits finis, qui permettent un accès à des biens de consommation à bas prix, lesquels sont souvent aussi des biens d'équipement (une moto devient un taxi et donc une entreprise ; un panneau solaire permet de mettre en place une petite entreprise de rechargement de téléphones portables...).
 - La mise en place d'infrastructures (ex. entre Addis-Abeba et Djibouti : développement récent de routes, d'autobus...).
- ⇒ **Le modèle chinois est aussi une extraversion non viable à long terme.** Les produits de consommation à bas coût cassent le commerce local. Les infrastructures sont construites via des emprunts (50% de la dette africaine) et des nantissements sur des ports ou des gisements de matières premières.

Cependant ce choc met l'Afrique face à un choix stratégique pour répondre à une démographie extrêmement dynamique :

1. **Modèle d'une union africaine** : soit totalement ouverte au libre-échange, soit protectionniste (ce que toutes les grandes puissances ont appliqué à un moment de leur histoire). Ce projet est relativement utopique en raison des tensions internes en Afrique ; heureusement car il est pour le moment plutôt favorable au libre-échange, alors que la faiblesse de l'économie africaine demanderait plutôt un protectionnisme pour se développer.
2. **Modèle d'une balkanisation** : chaque pays reste seul, avec de grandes tensions. Ces pays sont tous trop petits pour se développer économiquement.
3. **Modèle d'une régionalisation** qui pourrait fonctionner avec un protectionnisme régional.

Notons que l'Union Européenne, la Chine, les Etats-Unis s'opposent à la mise en place d'un protectionnisme africain. La France a du mal à lâcher ses anciennes colonies : on trouve ainsi régulièrement des ressortissants français dans les administrations ; les produits français inondent le marché africain à bas coût grâce à des droits de douane très faibles, négociés avec nos anciennes colonies. Les pays de l'Afrique francophones ne sont pas les économies les plus florissantes du continent. Il y a une certaine contradiction dans ces politiques puisqu'affaiblir l'économie africaine ne fait que renforcer les afflux de migrants que connaissent les pays européens et dont la gestion est souvent difficile.

5. Questions du public

- ⇒ Comment favoriser l'innovation en Afrique ?
- ⇒ Comment limiter la fuite des talents ?

Il existe de nombreuses innovations en Afrique. Le Rwanda, un des pays les plus aidés d'Afrique, connaît un développement spectaculaire et propose de nombreux projets. Mais reste le problème des financements et des rapports coloniaux : ainsi la première entreprise à s'installer en Côte d'Ivoire pour transformer le cacao en chocolat est française (Cémoa). Le protectionnisme est utile et nécessaire. (G. Guizbec)

Il ne faut pas oublier que le Rwanda est une dictature militaire dont l'économie repose aussi sur l'exportation du coltan, or il n'y a pas de coltan au Rwanda, qui exploite en fait les réserves situées en RDC (la région de Kivu détient 60 à 80% des réserves mondiales) ! La R&D baisse en Afrique depuis 40 ans, ce qui est mauvais signe. Il faut s'appuyer sur les politiques publiques pour limiter l'explosion de la dette. La précédente gestion de la dette par le FMI a mené à des sacrifices importants, notamment dans le développement des campagnes, et c'est une réaction à craindre pour le futur.

La gouvernance politique doit défendre les intérêts africains. Au Sénégal, une filière de la tomate s'est ainsi écroulée suite à l'arrivée sur le marché de concentré de tomate chinois vendu à 60% du prix de celui produit au Sénégal. Il s'agit de ventes à pertes, avec des exemptions de douanes obtenues à Dakar : on a bien un problème de gouvernance politique. (D. Le Bret).

Il existe des innovations en Afrique, par exemple un projet de bonbon au moringa (arbre tropical) pour pallier les carences alimentaires chez les enfants. Ce projet a été porté par un habitant qui n'a pas suivi de cursus universitaire et n'est pas parti faire ses études ailleurs : l'innovation a de multiples visages.

Pour faire revenir les cerveaux en Afrique, il faut développer des modèles économiques efficaces. Par exemple, la diffusion d'événements sportifs moyennant abonnement permettrait de financer la filière du sport professionnel en Afrique.

Enfin, il faut penser aux **migrations circulantes**, permettant aux Africains de se former et d'accumuler du capital à l'étranger pour revenir fonder leur entreprise en Afrique. Phénomène existant déjà.